

CSAA Limoges du 26 mars 2024



Madame la Rectrice
Mesdames, Messieurs les membres du CSAA,

Face à la cacophonie sur l'École, entre le Premier Ministre et la Ministre de l'Éducation nationale. L'Unsa-Éducation de l'Académie de Limoges ne voit pas comment il peut être possible d'appréhender sereinement les conditions organisationnelles de la rentrée 2024 dans les établissements scolaires.

Finalement, des groupes d'élèves vont bien être mis en place en 6ème et 5ème à la rentrée prochaine. Si on ne parle plus expressément de groupe de niveaux, mais de groupe en fonction des besoins des élèves, la mise en place n'en est pas moins techniquement extrêmement compliquée. Le tri social marqueur de notre opposition à la version initiale du « choc des savoirs » disparaît du discours officiel mais perdure dans les faits.

Concernant la mise en place du choc des savoirs, il est plus qu'urgent que le ministère prenne ses responsabilités en précisant concrètement les modalités de mise en place de ce qui est bien une réforme du collège. Le ministère doit cesser de faire croire que les établissements seront autonomes dans l'organisation matérielle de la rentrée 2024. Les discours hors sol par rapport à la faisabilité sur le terrain ne sauraient tenir lieu de management ministériel.

Pour l'UNSA Education, il est impératif de supprimer le caractère dérogatoire de la classe de référence et d'ôter les contraintes posées par la totalité du volume horaire ou encore le plafond de 10 semaines. Permettre une organisation des groupes la plus proche des besoins des élèves et la plus adaptée aux moyens des établissements passe avant tout par la confiance au professionnalisme et à l'expertise des équipes.

Malgré les deux demi-journées de préparation obtenues, les nouvelles exigences du ministère promettent une rentrée difficile pour l'ensemble des personnels.

De même, il ne suffit pas d'annoncer que l'École est une priorité quand on annonce quelques semaines plus tard une coupe de plus de 700 millions d'euros dans le budget. Le signal est très mauvais. Quels seront les grands perdants ?

Pour l'Unsa-Éducation, l'inclusion, la mixité sociale, la transition écologique, la transition numérique, la revalorisation des personnels et l'attractivité des métiers seront sans doute les premiers sacrifiés sur l'autel de la rigueur budgétaire ! Tout cela n'est pas de nature à créer le choc d'attractivité de nos métiers que l'Unsa-Éducation appelle de ses vœux depuis plusieurs années déjà.

En refusant d'augmenter de plus de cinq points d'indices les fonctionnaires, le gouvernement fait le choix du conflit. C'est pour cela que nous avons appelé à la grève le mardi 19 mars. Car en termes de stabilité, nos salaires vont l'être en 2024, alors que notre pouvoir d'achat s'est réduit considérablement, faute à l'inflation qui n'a pas été suivie d'augmentations proportionnelles.

Pour les personnels, il n'est plus possible d'ignorer la dégradation continue des conditions de travail. L'attractivité de nos métiers devra passer par une amélioration sensible de ces conditions, qui permettent de s'épanouir, s'enrichir intellectuellement et humainement en travaillant. Malheureusement, là encore, le tableau est bien noir. Les collègues font remonter, notamment par les registres SST, beaucoup de mal-être au travail. Agressions, remises en cause, incivilités dégradent de plus en plus le climat scolaire et par conséquent les conditions de travail. Le manque de moyens humains et matériels font de l'inclusion un générateur de souffrances pour les collègues.

Enfin, le manque de clarté de la politique éducative nationale, son lot de priorités, de journées spéciales, de projets, de plans, toujours transmis par les médias et non par voie hiérarchique, désespèrent nos collègues.

Dans ce contexte, les différentes cartes scolaires, extrêmement négatives pour notre académie ne font que renforcer le sentiment d'une volonté de faire à bas coût et peu importe le résultat.

Non les personnels ne peuvent plus faire mieux avec moins et leur extrême professionnalisme et leur dévouement, qui faisaient tenir le système, ne suffira plus à combler les manques des politiques éducatives, aux logiques financières.

Pour l'UNSA Éducation, dans les faits, ce gouvernement n'aura réussi que dans un domaine : affaiblir encore le service public d'éducation et dégrader un peu plus les conditions de travail des personnels. Le ministère n'a cessé de prétendre vouloir procéder à un choc d'attractivité. Mais dans la réalité, il semble insensible à l'électrochoc de la désillusion des personnels, à la poursuite et l'aggravation de la crise majeure d'attractivité de l'Éducation nationale.

Pour l'UNSA Éducation, l'année 2024 ne peut être une année salariale blanche où les personnels accepteraient une fois de plus d'être la variable d'ajustement d'un agenda politique et budgétaire, dès le départ insincère.

L'année 2024, ne peut non plus se poursuivre en l'absence de pouvoir décisionnaire rue de Grenelle ou bien avec un ministère dont la boussole n'indique pas le Nord dans la même direction que celle du Premier ministre.

Pour l'UNSA Éducation, nous en sommes à un point où le dialogue social est réduit à peau de chagrin quand il n'est pas inexistant.

Inlassablement, l'Unsa-Éducation exhorte le pouvoir exécutif à s'emparer activement de ce que disent les professionnels qui travaillent à l'Éducation nationale. Rester sourds à ces remontées de terrain alors même que le monde du travail est en pleine mutation est irresponsable. Ce que les travailleurs et travailleuses acceptaient hier, n'est aujourd'hui plus acceptable et plus accepté notamment par les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

L'Unsa-Éducation rappelle que ce n'est pas en continuant d'ignorer les problèmes que ceux-ci disparaîtront. Pendant combien de temps le pouvoir macroniste va-t-il encore maltraiter ses personnels et sacrifier par voie de conséquence les plus fragiles de nos jeunes ?